



Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Concession d'aménagement du Parc Charles Martel - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°7 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économique « Charles Martel » est situé sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, dans le prolongement du parc d'activités existant du Larzat qui s'est achevé dans les années 80. Cette opération qui s'inscrit dans une polarité économique d'équilibre, bénéficie d'une très bonne connexion aux infrastructures de transports et vient compléter le pôle d'activités majeur constitué par les secteurs « Dassault – Lauze ».

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef, le cabinet Guy Reynes pour la conception du parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de ce parc d'activités a été confié à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par une concession d'aménagement signée le 6 août 2003. Son aménagement a été engagé selon une procédure de lotissement dont l'autorisation de lotir a été délivrée le 14 septembre 2005.

Cette opération couvre une superficie aménagée de 7 hectares dont 5 hectares cessibles dédiées aux activités productives, aux activités de transport et de petite logistique.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire du parc d'activités économiques Charles Martel, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 2 007 000 € HT, dont 10 000 € HT en 2020, et les recettes perçues s'élevaient à 2 138 000 € HT, dont aucune n'est intervenue en 2020.

La viabilisation du parc étant terminée, seuls quelques travaux d'entretien préalables aux remises d'ouvrage sont intervenus en 2020. Le dernier lot à commercialiser fait l'objet d'un pré-agrément délivré à la Société IGUAL. Cette acquisition prévue en 2022 permettra à l'entreprise d'accroître son activité.

Compte tenu du planning de cession de ce dernier lot et de la nécessité de poursuivre les travaux préalablement à la remise des ouvrages à la Métropole, il est nécessaire de proroger, par un avenant n° 7, la durée de la concession de deux années supplémentaires jusqu'au 31 décembre 2023.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 2 130 000 € HT en dépenses et à 2 384 000 € HT en recettes, représentant un résultat d'opération excédentaire de 254 000 € HT. Aucune participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole n'est prévue.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 du parc d'activités économiques Charles Martel établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°7 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant n°7 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172919-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- rapport
- bilan
- avenant 7

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.